

19 février 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire française au Mali et sur l'enlèvement de Français au Cameroun, à Athènes le 19 février 2013.

LE PRESIDENT - Sept de nos compatriotes ont été enlevés au Cameroun, 3 adultes, 4 enfants. Sans doute par un groupe terroriste venant du Nigeria. Nous ne savons pas encore exactement lequel même si nous avons de fortes présomptions. Le plus grand risque, c'est que nos compatriotes aient été enlevés et emmenés au Nigeria. Nous faisons tout pour les retrouver. Ces Français qui étaient installés au Cameroun l'étaient pour des raisons professionnelles même s'ils faisaient du tourisme dans la zone concernée.

Nous avons un devoir de solidarité à leur égard. Plus tôt nous pouvons intervenir, plus nous serons sûrs de pouvoir les faire libérer.

QUESTION Est-ce que vous jugez que c'est une action de représailles par rapport à l'intervention française au Mali ?

LE PRESIDENT Non, je pense qu'il y a un danger terroriste dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest jusqu'au Cameroun. Il y a des actes de piraterie maritime depuis longtemps dans cette partie-là de la côte africaine. Il y a, au Cameroun maintenant, notamment à la frontière du Nigeria, des groupes qui veulent atteindre un certain nombre d'intérêts occidentaux, européens et même africains.

La lutte contre le terrorisme, ce n'est pas simplement le Mali, c'est l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. La responsabilité de la communauté internationale, c'est de combattre ce terrorisme. Nous prenons notre part au Mali, c'est partout qu'il convient d'aider les Africains à se débarrasser de ces groupes terroristes.

QUESTION Est-ce que vous en savez un peu plus sur les circonstances de la capture de ces 7 Français ? Est-ce que les forces françaises sont actuellement en action pour tenter de les récupérer et de quelle manière ?

LE PRESIDENT Ces Français, je l'ai dit, étaient installés là-bas pour des raisons professionnelles, travaillant au sein d'une grande entreprise d'énergie. Ils faisaient une excursion touristique dans la partie nord du Cameroun, proche de la frontière du Nigeria, c'est une zone dangereuse. Je dois d'ailleurs dire à tous nos ressortissants de prendre beaucoup de précautions puisque l'on sait la menace qui existe. A partir de là, nous devons tout faire pour les retrouver, nous ne pourrions pas le faire nous-même nécessairement, même si nous cherchons des renseignements. Nous devons le faire en collaboration avec les autorités du Cameroun et celles du Nigeria car nous pouvons craindre qu'ils ont été emmenés là-bas.

La lutte contre le terrorisme, c'est une lutte où la France doit être en pleine adhésion par rapport à l'enjeu de la communauté internationale de lutter contre le terrorisme. Nous ne pouvons y parvenir seuls. Tous les Africains aujourd'hui sont concernés.

QUESTION Quest-ce qui vous prouve que ce n'est pas une action de représailles envers les Français ? Ce sont des Français qui sont ciblés cette fois-ci.

LE PRESIDENT Les Français sont ciblés dans cette partie-là de l'Afrique depuis très longtemps. Nous avons des otages qui ont été enlevés bien avant l'intervention française au Mali. Nous avons des compatriotes qui sont détenus depuis plus de deux ans. Nous avons un risque, toujours, lorsque des groupes terroristes essaient de capturer des ressortissants pour obtenir un rançon

... que ces groupes terroristes essaient de capter des renseignements pour obtenir une rançon ou pour faire pression sur nos propres décisions. C'est pourquoi nous devons prendre des précautions par rapport à ces enjeux-là.

QUESTION Vous avez parlé dans votre discours d'une action en cours. De quoi s'agit-il ?

LE PRESIDENT En ce moment, nous avons des forces spéciales qui sont au nord du Mali et qui interviennent dans une zone particulièrement délicate qui est le massif des Ifoghas, là où des groupes terroristes se sont retranchés, ceux-là même qui avaient mené l'opération que nous avons arrêtée il y a maintenant plus d'un mois.

Il y a eu un accrochage sérieux avec plusieurs morts du côté des terroristes mais un mort aussi du côté français. Il s'agit d'un soldat du 2^{ème} REP, un légionnaire, sa famille a été prévenue. Nous voyons que nous sommes maintenant dans la dernière phase de l'opération au Mali, qui n'est plus simplement d'arrêter les groupes terroristes ça fait déjà plusieurs semaines qu'ils ont été mis hors d'état de nuire de ce point de vue là pas simplement de sécuriser le territoire nous y sommes parvenus, notamment en libérant des villes mais d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire l'arrestation des derniers chefs ou groupes terroristes qui demeurent à l'extrême nord du Mali. C'est dans le cadre de cette opération qu'il y a eu cet accrochage qui n'est pas terminé et qui a, hélas, conduit un légionnaire à perdre la vie.

QUESTION Est-ce que les otages français pourraient être dans cette zone montagneuse au nord du Mali ?

LE PRESIDENT Nous n'excluons aucune hypothèse.

QUESTION Que sait-on de ce soldat décédé ?

LE PRESIDENT Ce que je vous en ai dit, c'est un légionnaire du 2^{ème} REP.

QUESTION Est-ce qu'il y a un risque d'enlèvement ?

LE PRESIDENT Nous avons été très vite par rapport aux objectifs que nous avons fixés. L'offensive terroriste a été arrêtée très tôt, dès les premiers jours de notre intervention. Les villes ont été libérées dans les deux premières semaines. La sécurisation du territoire malien est globalement assurée. Il n'y a donc aucun risque d'enlèvement. En revanche, nous n'avons pas terminé. Il y a des groupes terroristes qui sont dans ce massif où nous sommes en opération et c'est parce que nous voulons en terminer avec cette action terroriste que nous continuons à agir. Il n'y a donc pas d'enlèvement, il y a de notre part, action, opération, pour faire en sorte que ces groupes ou ces chefs puissent être arrêtés ou mis hors d'état de nuire et pour que, dans l'hypothèse où nos otages seraient dans cette zone-là, ils puissent être libérés.

QUESTION Il y a des éléments qui vous permettent de penser que les otages français sont dans cette zone-là ?

Est-ce que depuis le début de l'action française au Mali, vous avez pu avoir des informations sur les otages ?

LE PRESIDENT - Si j'avais des informations, je ne vous les communiquerais pas. Mais il y a une hypothèse qui est que les otages seraient éventuellement dans cette zone-là, peut-être pas tous. Nous faisons en sorte de faire pression sur ceux qui les détiennent pour qu'ils les libèrent et c'est dans le cadre de cette opération que nous avons agi, pour que les preneurs d'otage comprennent bien que le moment est vraiment venu de les libérer.

QUESTION - Il n'y a pas de risque d'enlèvement mais est-ce que vous avez une idée du temps que la France va rester au Mali ?

LE PRESIDENT - Nous avons presque atteint tous nos objectifs. Il reste cette dernière phase, aller chercher les chefs de ces groupes terroristes dans l'extrême Nord du Mali, nous en sommes là. Ensuite, dans quelques semaines, nous allons diminuer notre présence et d'ailleurs les forces africaines sont en train de se déployer, près de 5000 soldats africains sont maintenant présents au Mali, nous nous sommes 4000, et ce chiffre va diminuer progressivement à mesure que les Africains se substituent aux forces françaises. Mais nous aurons toujours cette volonté d'aller chercher les terroristes là où ils se cachent et de faire libérer nos otages.

QUESTION - Les 7 otages aujourd'hui, ça double quasiment le nombre d'otages détenus dans la zone du Sahel. Quest-ce que ça vous inspire comme commentaires ?

LE PRESIDENT - Nos intérêts sont forcément menacés par le terrorisme. C'était vrai avant l'intervention au Mali, c'est vrai pendant l'intervention et ce sera même vrai après l'intervention. Nous devons faire preuve de grande prudence et protéger nos ressortissants, ce que nous faisons.

QUESTION Vous avez renforcé les mesures de sécurité renforcées dans d'autres pays d'Afrique ?

LE PRESIDENT - Oui, nous avons renforcé partout où nous avons des ressortissants leur protection. Maintenant, nous ne pouvons pas contrôler tous leurs déplacements c'est la raison pour laquelle nous appelons à une grande vigilance de la part des entreprises, de la part de nos ressortissants, pour qu'ils ne prennent aucun risque inutile, mais nous allons faire en sorte d'aller les chercher, d'aller les libérer. Ce n'est pas le même groupe qui a pris ces Français venus au Cameroun que ceux qui détiennent nos otages depuis maintenant plusieurs années.

QUESTION Est-ce que les forces françaises sont en action pour les récupérer ou ce sont les forces camerounaises ou nigérianes ?

LE PRESIDENT - C'est aux forces locales de nous aider et à nous de faire en sorte de pouvoir les retrouver.

QUESTION - Le fait qu'il y ait des enfants, est-ce que ça ne donne pas un aspect de dangerosité supplémentaire

LE PRESIDENT - Nous faisons très attention mais ceux qui prennent ces otages doivent aussi faire attention ce sont des enfants, c'est une famille, donc nous devons les appeler à vraiment à une grave responsabilité.